

« Tendances »

L'Europe suit les États-Unis au détriment de ses propres intérêts

10 MAI 2011

Depuis
Beyrouth
(Liban)

Pays
● Liban
● Syrie



Les autorités syriennes ont saisi de nouvelles caches d'armes et ont démantelé plusieurs cellules terroristes. De source bien informée, les principaux organisateurs des troubles dans le pays auraient été identifiés et interpellés hier. Dès lors, la tension devrait diminuer dans les jours à venir.

La tendance générale

Éditorial : L'Europe suit les États-Unis au détriment de ses propres intérêts

L'attitude de l'Europe à l'égard des événements qui secouent le monde arabe depuis quatre mois montre que la pensée stratégique occidentale demeure guidée par des considérations colonialistes et reste sous l'emprise des États-Unis. Les positions des Européens s'alignent aveuglément sur les décisions prises par Washington, dont l'action se base toujours sur deux principes inaltérables : l'hégémonie sur le pétrole arabe et la protection d'Israël.

Les ingérences planifiées par les États-Unis en Libye et en Syrie, et agréées par eux à Bahreïn et au Yémen, servent clairement ces mêmes objectifs. Le renforcement de l'Arabie saoudite face aux crises yéménite et bahreïnise vise, en premier lieu, à préserver l'hégémonie occidentale et à sauvegarder le rôle régional du royaume wahhabite, qui constitue le fondement des projets de liquidation de la cause palestinienne et de la suprématie israélienne, ces cinquante dernières années. Ces réalités démentent tout le discours occidental sur le soutien à la démocratie et aux réformes en Syrie. La monarchie saoudienne est le plus anti-démocratique et le plus autocratique des régimes. Il est la source de la pensée takfiriste-wahhabite (qui jette l'apostat sur tous les autres) qui constitue le creuset idéologique et culturel des courants terroristes-takfiristes, que l'Occident prétend combattre après les avoir instrumentalisés contre l'Union soviétique.

Les faits actuels montrent que le terrorisme-takfirisme est une nouvelle fois instrumentalisé contre la Syrie, comme cela s'est produit dans les années 80 du siècle dernier. Cette opération est gérée par le prince saoudien Bandar Ben Sultan, partenaire sécuritaire et homme de confiance des services de renseignement états-unien depuis près de 30 ans. Cette carte avait été utilisée ces dernières années en Irak. Certains analystes « éclairés » en Europe oublient que si ce courant échappe à tout contrôle, il risque de se retourner contre l'autre rive de la Méditerranée,

battant en brèche un des principaux principes de la doctrine sécuritaire européenne des 25 dernières années du XXe siècle.

Plus grave encore, la diversité religieuse et ethnique de la société syrienne et la nature laïque de l'État —un des derniers pays où les chrétiens ont une présence active, permettant aux chrétiens du Liban d'avoir un rôle efficace— sont des dimensions complètement absentes de l'analyse de certains experts et décideurs du Vieux continent. Plonger la Syrie dans le chaos et le désordre inaugure des cycles de violences sanglantes dont on ne peut prévoir l'ampleur et la fin, mais dont les conséquences seront désastreuses pour les minorités religieuses et ethniques.

Toutes ces réalités ont conditionné dans le passé la position de l'Europe qui a exercé des pressions sur la Syrie dans des limites bien définies, partant du principe que ce pays est un besoin vital et un interlocuteur incontournable en dépit des points de divergences, portant essentiellement sur le conflit israélo-arabe.

Aujourd'hui, les comportements absurdes et l'attitude agressive, de la part de la France en particulier, ne peuvent s'expliquer qu'à travers le prisme de la vision israélienne, qui a intérêt à neutraliser l'influence régionale de la Syrie et son rôle dans la création du bloc résistant et indépendant, qui a privé l'État hébreu de sa force de dissuasion et de l'initiative de mener des guerres quand bon lui semble dans l'Orient arabe.

La dimension israélienne est la principale considération des Européens dans leurs positions actuelles. Les États-Unis, eux, flirtent avec l'organisation mondiale des Frères musulmans, et tentent de forcer Damas à entamer un dialogue avec la branche syrienne de cette confrérie avec, en finalité, un projet de partage du pouvoir. La présence des Frères musulmans au sein du pouvoir syrien conduirait, selon le souhait des États-Unis, à plus de flexibilité et moins d'intransigeance à l'égard d'Israël. Dans un contexte qui lui serait plus favorable, l'administration Obama entamerait alors des négociations avec la Syrie et l'Iran dans le but de garantir la sécurité de l'État hébreu avant le retrait des troupes US d'Irak, en décembre prochain.

Dans la question syrienne, les Européens semblent être de simples outils entre les mains de Washington. Ils ignorent les faits et les réalités qui montrent que ce qui se passe actuellement en Syrie n'est pas une révolution mais des manifestations dispersées, organisées par une minorité du peuple syrien, essentiellement manipulée par les Frères musulmans et infiltrée par des extrémistes takfiristes. Aussi, tout en étant déterminé à poursuivre les réformes pour servir les intérêts du peuple syrien, le régime livre aujourd'hui la bataille du contrôle de l'État centralisé contre des forces qui veulent démembrer le pays et provoquer des dissensions confessionnelles et sectaires, en marchant sur les cadavres des manifestants pacifiques et des militaires sauvagement assassinés.

La question que l'on peut poser à Nicolas Sarkozy est la suivante : en tant que chef d'État, comment aurait-il agité contre une force sécessionniste qui menacerait l'unité de la France et la cohésion sociale de son pays ?

Les amis des États-Unis dans la région, qui dépêchent émissaire sur émissaire à Damas, proposent à la direction syrienne le marché suivant : mettre un terme aux troubles en Syrie en contrepartie de la rupture de l'alliance entre Damas et Téhéran et de l'arrêt du soutien aux mouvements de résistance en Irak, au Liban et en Palestine.

Mais une fois de plus, Washington, ses alliés et ses agents vont perdre le pari de l'affaiblissement de la Syrie, dont le président est déterminé à aller de l'avant dans le vaste chantier de réformes, tout en frappant d'une main de fer tous ceux qui complotent contre l'unité du pays. Et lorsque cette crise sera surmontée, la Syrie sera plus forte qu'avant et demandera des comptes à tous ceux qui ont essayé de la démembrer.

La tendance dans le monde arabe

Éditorial : Des marginaux sous la coupe des extrémistes

Des formations et des personnalités libérales et gauchistes syriennes, qui participent au mouvement de contestation contre le régime, veulent faire croire qu'elles ont une influence déterminante sur les événements en cours et réclament, par conséquent, un soutien extérieur à leur action. En réalité, les mouvements lancés par des opposants de l'intérieur et de l'extérieur se sont transformés en paravent pour des attaques sanglantes contre l'armée et les forces de sécurité, qui ont déjà fait des dizaines de morts et des centaines de blessés dans les rangs des militaires. Des centaines de victimes civiles sont également tombées à cause de ces formations qui ont entraîné les citoyens dans des rassemblements dans lesquels se sont faufilez des extrémistes armés.

Tout groupe ou personnalité qui ne prend pas une position claire au sujet de la présence d'hommes armés et ne se distingue pas en refusant de participer à des rassemblements qui servent de paravents à des activités armées contre l'État et ses institutions, est complice et responsable des conséquences de l'insurrection militaire contre sa patrie. Ce qui se passe actuellement n'a rien à voir avec les slogans de réforme brandis par des libéraux et des gauchistes utilisés comme barricades par des extrémistes-takfiristes, responsables de tueries organisées et de la destruction systématique des administrations et des institutions de l'État.

Cette opposition qui se prétend démocratique et patriotique ne peut pas fermer les yeux sur la réalité de ce qui se passe en Syrie. C'est-à-dire qu'elle ne peut pas ignorer le poids central des Frères musulmans, soutenus par les États-Unis, l'Europe, l'Arabie saoudite et le Qatar, pour miner le rôle national et résistant de la Syrie au Moyen-Orient.

Toute atteinte à l'équilibre interne en Syrie à cause des événements en cours aura des répercussions à deux niveaux : affaiblir la position de la Syrie dans le conflit israélo-arabe ; permettre aux Frères musulmans d'en cueillir les dividendes politiques. C'est là le secret de l'insistance de l'Occident auprès du régime syrien afin qu'il entame un dialogue avec les « Frères » et avec les personnalités dissidentes qui ont formé en 2005 un front financé et soutenu par Saad Hariri et le prince Bandar Ben Sultan. Ces libéraux et ces gauchistes devraient savoir que le but de ce front, après l'affaiblissement de l'État, est de se débarrasser d'eux, si, entretemps, la Syrie n'est pas déchirée par une guerre civile en raison du démantèlement du pouvoir central. Une guerre qui peut durer des années sinon des décennies, et qui relèguera aux calendes grecques les rêves de réformes et de modernisation du pays. Un peu comme cela s'est passé au Liban dans les années 70 du siècle dernier, lorsque la guerre civile a enterré avec ses dizaines de milliers de morts les rêves de réformes politiques et constitutionnelles de la gauche, pour déboucher, à la fin de la guerre en 1990, sur un régime encore plus confessionnel, rétrograde et archaïque que celui qui existait avant 1975. Pourtant, il n'y a pas lieu de comparer entre la gauche libanaise des années 70, qui représentait la majorité de la population, et les démocrates, libéraux et gauchistes syriens, qui, malgré l'apport de la mouvance islamiste, n'ont pas réussi à mobiliser dans toute la Syrie, vendredi 6 mai, plus de 50 000 manifestants. Des millions de syriens ont préféré rester chez eux après les discours sectaires venus de l'étranger et l'assassinat d'une centaine de militaires par les extrémistes « démocrates ».

Les personnalités libérales et gauchistes ressemblent à une petite chorale dirigée par des chefs sanguinaires des Frères musulmans et des cheikhs takfiristes et wahhabites. L'uléma saoudien Saleh El-Haidane n'a-t-il pas émis une fatwa autorisant le massacre « du tiers du peuple syrien afin que vivent les deux tiers » ? Et le prédicateur égypto-qatari Youssef el-Kardaoui n'a-t-il pas émis une fatwa pour précipiter la Syrie dans les affres de la guerre civile. Aucune de ces personnalités « libérales » et « démocratiques » n'a osé émettre la moindre critique. Pourquoi ?

Aujourd'hui, l'heure de vérité est venue. Au nom des réformes et

de la démocratie, l'Occident veut arracher à la Syrie des concessions concernant ses constantes nationales dans le conflit israélo-arabe. Les extrémistes takfiristes veulent, eux, accéder au pouvoir même s'il faut pour cela démanteler l'État et tuer le tiers des Syriens. D'autres enfin, veulent de véritables réformes... que le président Bachar el-Assad s'est dit déterminé à mener jusqu'au bout. Maintenant que les jeux sont faits, à chacun de choisir sa voie. Le régime, lui, a choisi la sienne : la simultanéité entre les réformes et la défense de l'unité de la patrie contre ceux qui veulent la détruire.

La tendance au Liban

Éditorial : Wikileaks et l'absurdité des politiciens libanais

Les câbles diplomatiques révélés par Wikileaks sur les entretiens entre des responsables politiques libanais et des diplomates de l'ambassade des États-Unis à Beyrouth constituent des preuves irréfutables pouvant conduire, dans un pays qui se respecte, de nombreuses personnes devant les tribunaux pour haute trahison. Il est clair que Saad Hariri et Samir Geagea ont menti au peuple libanais depuis 2005 lorsqu'ils prétendaient qu'ils rejetaient l'idée du réarmement de leurs partis et la présence d'armes à l'intérieur du pays. Les documents dévoilés montrent qu'ils étaient déterminés à créer des milices armées, équipées et entraînées avec l'aide des États-Unis. De même qu'ils mentaient quand ils assuraient qu'ils œuvraient pour l'établissement d'une stratégie de défense nationale fondée sur l'Armée libanaise, car il est apparu qu'ils réclamaient l'armement de la troupe non pas pour défendre le Liban contre Israël mais pour combattre la Résistance. Les câbles de Wikileaks révèlent que Saad Hariri, Samir Geagea et Amine Gemayel, et avec eux les piliers de la « révolution du cèdre », fournissaient des services aux Israéliens par le biais des États-Unis, sous forme de conseils, et en demandant à Washington de prolonger la guerre, qui a fait des centaines de victimes civiles et qui a provoqué d'énormes destructions.

Les propos attribués au président de la République Michel Sleiman et au Premier ministre désigné Najib Mikati concernant le Hezbollah en ont surpris plus d'un. Cette attitude constitue un crime moral et dénote une mentalité inacceptable qui consiste à vouloir plaire aux États-Unis dans l'espoir de parvenir à des postes de responsabilités. Les démentis ou les précisions qu'ils ont publiés n'ont convaincu personne. L'opinion publique souhaite entendre d'eux des excuses pour les propos irrespectueux et les offenses contre une Résistance qui a consenti d'énormes sacrifices pour défendre le Liban contre la machine de guerre israélienne et qui a libéré le territoire national en l'an 2000.

Certains propos, comme ceux du ministre sortant de la Défense Elias Murr à l'encontre du président Sleiman, illustrent une décadence sans précédent, un opportunisme, une ingratitude et une versatilité sans limites. Elias Murr, qui avait déjà poignardé l'ancien président Emile Lahoud dans le dos, se retourne ensuite contre Sleiman, qu'ils couvraient pourtant de louanges en public et laissait croire qu'il œuvrait auprès des États-Unis pour son élection à la première magistrature de l'État.

Le Liban n'est pas un pays où l'opinion publique est respectée. Le politicien professionnel dans le système libanais doit être un menteur, un déloyal et un comploter, comme le montrent les câbles de Wikileaks. Ceux qui acceptent de discuter de questions nationales de première importance avec les diplomates d'un pays qui apporte un soutien illimité à l'ennemi de leur pays, Israël en l'occurrence, sont-ils aptes à décider de l'avenir de millions de Libanais ?

Presse

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars ; édition datée du 06 mai 2011)

Abdel Karim Abou Nasr

Un responsable européen explique que quatre « non » sont à la base de la stratégie internationale vis-à-vis du régime du président syrien Bachar el-Assad : S'abstenir d'aider les Syriens à faire chuter le régime d'Assad par la force armée ; s'abstenir de demander au Conseil de sécurité de voter une nouvelle résolution autorisant le recours à la force armée en Syrie ; ne pas encourager les Syriens à détenir ou à utiliser des armes ; abandonner tout laxisme vis-à-vis du régime d'Assad et refuser de le laisser continuer à réprimer les protestataires. Une autre question se pose : Pourquoi les États-Unis et d'autres pays occidentaux n'ont pas appelé au départ d'Assad, comme ce fut le cas avec Hosni Moubarak, Mouammar Kadhafi et Saddam Hussein ? Un diplomate européen répond en mettant en avant trois raisons essentielles : une telle revendication sera sans aucune utilité si elle ne s'accompagne pas de mesures spécifiques, militaires ou non, pour faire chuter le régime ; elle poussera le régime à l'escalade face au mouvement de contestation ; elle portera un coup dur aux efforts déployés par la Turquie et d'autres parties pour convaincre Assad de renoncer à la violence et d'engager un dialogue sérieux avec ses opposants.

As Safir (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 06 mai 2011)

Imad Marmal

La nouvelle majorité demeure attachée au choix de Najib Mikati comme chef du gouvernement, malgré toutes les rumeurs et malgré les révélations de Wikileaks, dans lesquelles il qualifie le Hezbollah de « cancer ». Des sources bien informées affirment qu'il s'agit d'un choix stratégique pour la majorité pour faire face aux défis qui se profilent dans la prochaine étape, au niveau des pressions externes ou du Tribunal Spécial pour le Liban.

As Safir (06 mai 2011)

Paris, Mohammad Ballout

Le Premier ministre Benyamin Netanyahu ne parvient pas à dissuader Nicolas Sarkozy de soutenir la proclamation de l'État palestinien. Le président français ne manquera pas de soutenir la reconnaissance de l'État palestinien par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre prochain. Il entrera ainsi dans l'histoire arabe comme le parrain de la résolution onusienne portant création de l'État palestinien. Ce rôle, en plus de l'image de « sauveur de la révolution libyenne », lui seront d'une grande utilité pour sa campagne présidentielle.

Selon une source de l'Élysée, Netanyahu a dit à Sarkozy qu'il appréhendait le printemps arabe avec « espoir et scepticisme ». Le chef de l'État français lui a répondu que ces révoltes réduisent la mainmise iranienne sur la scène arabe. La même source ajoute que Sarkozy a expliqué que le printemps arabe doit permettre la relance du processus de paix. « Nous avons remarqué que les manifestations réclamaient la démocratie et des solutions aux problèmes du chômage, de la corruption politique et de l'absence de liberté. Nous n'avons pas entendu de slogans prônant la chute de l'Occident ou d'Israël. Cependant, lorsque la situation sera plus calme et stable, les peuples s'interrogeront sur le sort des Palestiniens et sur la raison pour laquelle ils n'ont pas d'État jusqu'à présent. Il est donc indispensable de lancer le processus rapidement et immédiatement ».

As Safir (05 mai 2011)

Talal Salmene

Oussama Ben Laden n'a jamais été un héros arabe. Les « exploits » du chef d'Al-Qaëda ont toujours nui aux Arabes. Ben Laden est le fruit d'un mariage interdit entre les régimes de la répression par la pensée rétrograde et fanatique d'une part, et le projet de l'hégémonie états-unienne sur le monde arabe de l'autre. Mais il y a également un troisième partenaire dont l'identité ne pourrait être passée sous silence : Israël, qui a profité du 'jihad' d'Oussama Ben Laden autant, voire plus, que les USA. Telles sont donc les parties qui ont donné naissance à la bête

avant de la tuer et de s'en féliciter mutuellement. Mais les Arabes, en général, figurent parmi les victimes dans les deux cas.

As Safir (05 mai 2011)

Sateh Noureddine

Ce ne sont pas les États-Unis qui ont tué Oussama Ben Laden. C'est l'organisation Al-Qaëda qui a lâché son chef historique et l'a laissé seul pour son rendez-vous avec la mort dans une résidence pratiquement exposée, qui ne fait l'objet d'aucune mesure de sécurité particulière. Les États-Unis ont préféré tuer l'homme au lieu de l'arrêter et ont délibérément pris la décision de le liquider. L'assassinat de Ben Laden ne peut pas être envisagé séparément de la réalité de la guerre afghane absurde. La première idée qui nous vient à l'esprit c'est que les États-Unis ont reçu un cadeau de valeur, la possibilité de liquider le chef d'Al-Qaëda, en contrepartie de leur résignation encore une fois au retour des Talibans au pouvoir, exactement comme ce fut le cas dans la foulée de la victoire conjointe contre les Soviétiques dans les années 1980. C'est Al-Qaëda qui a livré Ben Laden après avoir évalué la situation avec son ami le plus proche, le chef des Talibans, le mollah Omar, et décidé qu'il était temps de fermer le théâtre mouvementé du jihad afghan, dans le cadre d'un compromis avec les États-Uniens garantissant leur retrait définitif d'Afghanistan, dans les plus brefs délais, et permettant aux Afghans arabes de se rendre sur d'autres théâtres pour poursuivre la confrontation avec le grand démon.

Al Watan (Quotidien syrien, 06 mai 2011)

L'adjoint de l'émissaire états-unien au Moyen-Orient Frédéric Hoff a emporté lors de sa dernière visite à Beyrouth le dossier de la démarcation de la frontière dans lequel les forces de la Finul jouent un rôle essentiel.

Un spécialiste en géographie et en démarcation des frontières entre les pays a accompagné le responsable US dans ses visites aux responsables politiques et sécuritaires. Les responsables états-unien ont discuté avec le commandant en chef de l'armée Jean Kahwaji de plusieurs dossiers dont le retrait du village de Ghajar, et le rôle de la Finul dans la prise en charge de la démarcation de la frontière maritime avec Israël après le refus du Liban d'une proposition israélienne de négocier directement ou via les réunions à Nakoura sur ce sujet. Hoff a entendu que le Liban ne prend pas au sérieux la possibilité d'un retrait israélien de Ghajar vu que Washington et Tel-Aviv ont annoncé à plusieurs reprises l'intention d'Israël de s'en retirer sans que cette annonce ne soit concrétisée. L'annonce d'une source de l'ambassade des États-Unis à Beyrouth que la visite a été consacrée à la discussion de l'application de la résolution 1701 et à résumer aux responsables libanais les efforts de George Mitchell dans la reprise des négociations est significative.

Une source politique éminente a estimé que soulever la question des armes de la Résistance en ce moment là via la résolution 1701 est suspect. Le cours des événements au Liban qui se trouve dans un vide gouvernemental et une paralysie politique et administrative, est dû aux États-Unis qui ne veulent pas la formation d'un gouvernement et désirent instrumentaliser les contradictions libanaises autour des armes de la Résistance.

As Sharq Al-Awsat (Quotidien saoudien, 06 mai 2011)

Michel Abou Najm

Benyamin Netanyahu n'a pas pu dissuader les responsables français de soutenir la reconnaissance de l'État palestinien. Des sources proches du Premier ministre israélien soulignent que les Français étaient sérieux et clairs dans leur refus des démarches de Netanyahu. Paris ne semble pas optimiste quant aux résultats de ses efforts, d'autant plus que Washington n'a pas encore pris de position claire au sujet de la transformation de la conférence de Paris en un forum politique.

La réconciliation inter-palestinienne est un autre dossier sur lequel les responsables français et israéliens ne sont pas d'accord. Paris

veut pouvoir bénéficier d'une certaine marge de manœuvre pour élaborer sa position en se basant sur les déclarations du gouvernement palestinien et non pas sur celles du Hamas.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars, édition datée du 06 mai 2011)

Scarlett Haddad

S'il est encore difficile de se prononcer sur l'issue de ce bras de fer entre le régime syrien et ses opposants (ou ses comploteurs, selon la version officielle), on peut déjà constater que, contrairement à certaines allégations, le régime est soutenu par l'armée, qui est restée unie, et ses services de sécurité, ainsi que globalement par les hommes de religion, et enfin par la bourgeoisie commerçante, soucieuse de stabilité. En face de lui, il est désormais clair que les opposants s'articulent autour des Frères musulmans, qui constituent la force la mieux structurée et la plus étendue en Syrie. Ceux-ci se sont dévoilés à travers des réunions et des conférences de presse données en Turquie.

Certains analystes estiment à cet égard que la nouvelle stratégie de l'administration états-unienne reposerait justement sur l'utilisation des Frères musulmans dans l'ensemble du monde arabe pour combattre l'Iran et ses alliés. Ces analystes ajoutent que maintenant qu'ils se sont débarrassés d'Oussama Ben Laden, les États-Unis peuvent de nouveau miser sur le courant islamiste pour juguler l'influence iranienne au Moyen-Orient. Ils auraient confié la mission de rendre les Frères musulmans « fréquentables » au parti au pouvoir en Turquie qui représente un islam moderne jugé tout à fait acceptable par l'administration Obama. Cette dernière devait toutefois auparavant frapper un grand coup pour justifier le recours à ces organisations longtemps considérées comme terroristes et non fiables. Ce fut la mort de Ben Laden, considéré comme l'ennemi public numéro 1 des USA et de la communauté internationale en général. Les États-Unis ont pendant des années justifié leur appui au régime de Hosni Moubarak en Égypte par le fait que la seule relève possible est formée des Frères musulmans. Ces derniers s'approprient aujourd'hui à se lancer dans la prochaine bataille électorale en réclamant la moitié des sièges au Parlement, après avoir formé un parti officiellement laïc, comme l'exige la Constitution du pays. En parallèle, les Frères musulmans de Syrie, qui se sont choisis un nouveau leader, Riyad Chakfa, ont le champ libre à partir d'Istanbul. Championne de l'islam à visage acceptable pour Washington, la Turquie serait ainsi visiblement appelée à remplacer l'Égypte comme leader des pays musulmans proaméricains dans la région. En même temps, les États-Unis ont rapidement réussi à démanteler ce qui était considéré comme l'axe fort de la région et qui était formé de la Turquie, de la Syrie, de l'Iran et du Qatar. Le Qatar s'est ainsi aligné sur la politique turque qui, elle, ne dissimule pas ses critiques à l'égard du régime syrien. S'il a perdu l'appui de la Turquie et du Qatar, le régime syrien cherche désormais à se rapprocher de l'Égypte, alors que les liens étaient quasiment rompus avec le régime de Hosni Moubarak. Les mêmes analystes estiment ainsi que c'est l'une des raisons pour lesquelles aussi bien la Syrie que l'Iran ont facilité la réconciliation inter-palestinienne restée impossible pendant quatre longues années. Même affaiblie, la Syrie a encore plus d'un tour dans son sac et les Libanais n'en ont pas fini de spéculer sur la situation dans ce pays. Et si la nouvelle stratégie américaine dans la région, annoncée récemment par la secrétaire d'État Hillary Clinton, devait effectivement reposer sur une alliance avec les Frères musulmans « relookés », le camp adverse prépare lui aussi sa riposte. Tirailé entre ces deux courants contraires, le Liban, lui, est plus que jamais paralysé.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 06 mai 2011)

Fidaa Itani

Dans leurs rencontres avec les Européens et les États-Unis, certains islamistes, notamment ceux qui résident en Occident,

prétendent que les Frères musulman proposent un modèle inédit d'islam politique, plus développé même que l'exemple turc. Sa politique se basera sur deux principes : pas d'intentions guerrières à l'égard d'Israël, et une disposition à fournir à l'Occident les ressources énergétiques dont il a besoin. Ces parties préparent discrètement leur arrivée au pouvoir en tant que représentants du « nouveau projet islamique », qui approfondira les clivages sunnites-chiïtes dans la région. Si ce projet se réalise, il se fera aux dépens des revendications formulées par les peuples arabes dans leurs révoltes, au dépend de la cause palestinienne et des mouvements de résistance, dont le Hezbollah au Liban.

Al Akhbar (04 mai 2011)

Ibrahim el-Amine

La précipitation de l'Occident et de certains pays arabes à exploiter la vague de protestations en Syrie pour réaliser leurs propres objectifs politiques est flagrante. Les États-Unis, la France, l'Allemagne et Israël sont passés d'une étape d'observation et d'analyse à une étape d'action. L'Occident a des demandes à adresser au régime syrien. Si le président Assad les accepte, les responsables occidentaux appelleront le peuple syrien à le soutenir pour qu'il mène le chantier des réformes. Cela n'aura pas lieu, parce que le président Assad ne pliera pas aux demandes occidentales qui signifient en pratique la fin du régime syrien. Il faudra donc s'attendre à une nouvelle vague de pressions occidentales : des sanctions d'abord, puis des mesures visant à isoler le régime syrien.

Magazine (Hebdomadaire libanais francophone indépendant)

Damas, Talal el-Atrache

Les troupes des 4e et 5e brigades de l'armée syrienne ont finalement eu le dernier mot dans le bras de fer qui oppose les protestataires au régime. Selon la télévision publique syrienne, l'armée aurait démantelé plusieurs cellules intégristes armées, responsables de la mort d'une centaine de militaires et de membre des forces de sécurité. L'État évoque un soulèvement intégriste —voire un complot— qui risque de déstabiliser le pays, alors que les opposants démocrates accusent le régime de manipuler la menace intégriste afin de justifier la violente répression à l'encontre des manifestants.

Les manifestations qui ont éclaté en Syrie il y a six semaines ont pris de court aussi bien le pouvoir que les opposants laïcs, qui s'emploient à fournir au mouvement une couverture politico-médiatique indispensable à son succès. Mais contrairement à l'Égypte, la Tunisie ou même au Yémen, le soulèvement en Syrie peine à mobiliser la population syrienne pour plusieurs raisons :

- ▶ Il s'agit avant tout d'une révolte des déshérités, qui se limite à la population sunnite des zones rurales et des banlieues pauvres, qui ne sont souvent pas représentatives du reste du pays. C'est le cas de la province de Deraa, où les manifestations sont les plus violentes.
- ▶ Le mouvement n'a pas réussi à convaincre les minorités religieuses, notamment les chrétiens, les druzes et les alaouites, qui craignent l'arrivée au pouvoir de la mouvance islamiste et hésitent face à un soulèvement centré autour des mosquées et qui culminent après les prières du vendredi.
- ▶ La radicalisation des manifestants, qui appellent désormais à la chute du régime, suscite la crainte d'un effondrement de l'État qui paverait la voie à un conflit ethno-confessionnel instrumentalisé par les acteurs régionaux. Ce scénario apocalyptique suscite la peur de la bourgeoisie urbaine sunnite, qui a bénéficié de la libéralisation économique de ces 10 dernières années et soutien par conséquent la stabilité et le statu quo.
- ▶ L'infiltration de cellules armées et les actes de violences aussi bien de la part de l'armée que des cellules islamistes semble avoir dissuadé la population.
- ▶ L'équilibre des forces sur le terrain joue indéniablement en faveur de l'armée et des services de renseignement, véritable colonne vertébrale du régime. Certains opposants caressent

toujours l'illusion d'une défection au sein de l'armée, ou d'un scénario à l'égyptienne, oubliant ainsi que la spécificité du pouvoir syrien. Celui-ci est contrôlé par la communauté alaouite, elle-même soudée derrière le président et liée par des intérêts perçus comme existentiels. Tout renversement de régime à Damas implique le démantèlement de l'armée et de l'État, avec toutes les conséquences que cela comporte pour le pays.

► Face à leur faiblesse sur le terrain, les contestataires syriens ont manqué de pragmatisme en refusant toute trêve, notamment après les concessions du régime qui s'étaient traduites par l'annonce d'une série de réformes, dont la levée de l'État d'urgence, qui reste lettre morte. L'opposition n'a désormais plus les moyens de remobiliser la rue, à cause des arrestations survenues après les appels à la chute du régime.

L'Express (Hebdomadaire français)

Les troubles qui secouent actuellement la Syrie pourraient attiser des tensions religieuses susceptibles de franchir la frontière et de déstabiliser le Liban voisin où Damas compte autant d'ennemis que d'alliés. La situation est d'ores et déjà tendue au Liban où le mouvement chiite du Hezbollah, soutenu par l'Iran et la Syrie, est en conflit ouvert avec le Premier ministre Saad Hariri, soutenu par l'Occident et l'Arabie saoudite sunnite. « Nous avons des partis ici qui sont liés à la Syrie et d'autres qui en sont les ennemis, ce qui pourrait nous faire plonger dans la crise. Dieu nous en garde mais le Liban n'est pas à l'abri, quelque chose pourrait se produire ici », déclare l'analyste Nabil Bou Monsef. « S'il y a une tension religieuse entre les alaouites et les sunnites en Syrie, elle va de toute évidence déborder sur le Liban », estime un analyste libanais, faisant référence à des affrontements qui ont opposé par le passé alaouites et sunnites dans le nord du Liban.

« D'un côté, nous avons de plus en plus de sunnites radicaux, c'est évident, et c'est le cas dans l'ensemble du Moyen-Orient, et de l'autre nous avons des chiites qui se radicalisent en raison du conflit entre l'Iran et les États du Golfe. Tout cela prend de l'ampleur, nous devrions donc avoir peur. Nous ne sommes pas à l'abri. Lorsque la situation dans ces pays est stable, nous payons un prix élevé en raison de leur ingérence, alors imaginez maintenant s'il y a des troubles. Nous payerons un prix encore plus élevé ».

Déclarations et prises de positions

Farhan Haq, porte-parole adjoint des Nations unies

« Dans un rapport présenté au Conseil de sécurité, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon note que la tension politique au Liban a augmenté ces derniers mois, alimentée entre autres choses par les procédures engagées par le TSL. Il a dit que les positions en faveur ou contre le TSL sont de plus en plus tranchées et polarisent le pays. Le secrétaire général a également relevé la prolifération générale des armes en dehors de tout contrôle de l'État, combinée à l'existence de milices lourdement armées, de mauvaise augure pour la paix intérieure et la prospérité du Liban. M. Ban demeure convaincu que le désarmement des groupes armés au Liban, en particulier le Hezbollah, a le plus de chances d'aboutir dans le cadre d'un processus politique. Il a appelé les dirigeants libanais à renouer le dialogue national sous les auspices du président Michel Sleiman. »

Bachar el-Jaafari, ambassadeur de Syrie aux Nations unies

« La démarcation des frontières libano-syriennes est une affaire bilatérale entre Damas et Beyrouth et l'obstacle qui empêche l'achèvement de la délimitation des frontières est l'occupation israélienne du Golan et des hameaux de Chebaa. Il faut exercer des pressions sur Israël pour qu'il se retire des territoires libanais occupés, et adopter des mesures strictes pour arrêter les violations israéliennes. Toutes les régions palestiniennes évoquées dans le dernier rapport sur l'application de la résolution 1559 se situent en territoire libanais, et la Syrie ne se mêle pas

de ce sujet. Les rédacteurs des rapports [allusion à Terje Rød-Larsen] doivent respecter l'indépendance et la souveraineté du Liban et doivent dissuader Israël de poursuivre ses violations et mettre fin à son occupation des territoires libanais. »

Boutros Harb, ministre sortant du Travail

« La nouvelle majorité est responsable du blocage de la formation du prochain gouvernement. L'approche politique du camp adverse est inappropriée. Les citoyens libanais sont gouvernés par des politiciens indifférents qui ont opté pour des postes stratégiques plutôt que pour l'intérêt supérieur des citoyens. Le dilemme perpétuel de la formation du gouvernement continue de hanter le Premier ministre désigné Najib Mikati, qui trois mois après sa désignation n'a toujours pas été en mesure d'obtenir du camp du 8-Mars un consensus en vue de la répartition des divers portefeuilles gouvernementaux. Si la situation persiste, Najib Mikati ne doit pas démissionner mais plutôt former un gouvernement. Les responsables doivent assumer leurs responsabilités, et accepter ou rejeter le gouvernement formé. M. Mikati a donné au général Aoun et à son Bloc un certain temps afin de voir s'il leur est possible de parvenir à une solution qui ne consiste pas techniquement dans la confiscation des droits du président et du Premier ministre. »

Hani Kobeissi, député du Mouvement Amal, allié du Hezbollah

« Il n'y a pas de différend entre le président de la Chambre Nabih Berry et le général Michel Aoun. La rencontre mercredi entre les deux hommes s'inscrit dans le cadre des efforts visant à résoudre la crise gouvernementale. Il faut mettre un terme au désordre en présentant des concessions pour la formation du gouvernement. Les efforts sont axés sur la résolution du problème du ministère de l'Intérieur. La formation d'un gouvernement du fait accompli aggraverait la situation politique au lieu de résoudre la crise. »

Événements

Syrie

Dix ouvriers syriens revenant de leur travail au Liban à bord d'un autobus sont tombés dans une embuscade tendue aux environs de la ville de Homs par une bande armée qui les a abattus, rapporte l'agence de presse officielle syrienne Sana. Selon le témoignage d'un médecin d'un hôpital de la ville, les corps des victimes portaient la marque de balles tirées à bout portant dans la tête, la poitrine et l'abdomen.

Sur le terrain, vingt-quatre heures après être entrées dans Baniyas sur la côte méditerranéenne, les forces syriennes ont mené dimanche des opérations de reprise en main dans plusieurs quartiers de Homs, dans le centre du pays, ainsi que dans trois villes du sud. Lors de cette première incursion dans des quartiers d'habitation de Homs, troisième ville du pays avec un million d'habitants, des tirs de mitrailleuses se sont fait entendre.

L'intervention des forces syriennes, épaulées par des chars, s'est faite dans les quartiers de Bab Sebaa, Bab Amro et Tal al Sour, à Homs dans la nuit de samedi à dimanche. Dans la même région, dix militaires, dont un lieutenant-colonel, avaient été tués samedi par des extrémistes armés. Des chars sont par ailleurs entrés dans les petites villes de Tafas, Dael et Ibtata dimanche, trois villes qui représentent, ensemble, 80 000 habitants. L'armée a accru sa présence dans la région de Hauran, après s'être retirée cette semaine de Deraa et redéployée dans les localités des environs, ont rapporté des témoins.

Égypte

Des affrontements interconfessionnels entre musulmans et coptes ont fait une douzaine de morts samedi 7 mai au soir, dans un quartier de l'ouest du Caire. Les principaux affrontements se sont produits autour d'une église du quartier d'Imbaba. Citant des responsables du ministère de la santé, la télévision a indiqué que douze personnes avaient péri et 232 autres avaient été blessées. Il s'agit selon ces responsables de quatre chrétiens et de six

musulmans, les corps de deux victimes n'ont pas encore été identifiés. Selon des journalistes présents sur place, des musulmans auraient lancé des cocktails molotov sur des chrétiens, brûlant deux églises dans le quartier. Les églises auraient été attaquées au motif qu'une chrétienne supposée vouloir se convertir à l'islam y serait enfermée. Des polémiques alternant accusations et démentis sur ce thème alimentent depuis des mois une montée des tensions entre communautés. Des groupes salafistes, un courant extrême de l'islam, ont notamment manifesté ces dernières semaines à ce sujet. L'armée, qui assure la direction du pays depuis la chute du président Hosni Moubarak le 11 février, a affirmé que 190 personnes arrêtées dans le cadre de ces violences. En vertu d'une nouvelle loi sur le banditisme, toute personne présente sur les lieux des heurts était susceptible d'être arrêtée. Le grand mufti Ali Gomaa, une des plus hautes autorités musulmanes d'Égypte, a appelé à « ne pas jouer avec la sécurité du pays » et a assuré que les troubles « ne pouvaient pas émaner de gens vraiment religieux, qu'ils soient musulmans ou chrétiens ».

Bahreïn

Le procès de 21 opposants, en majeure partie des chiites, s'est ouvert dimanche devant un tribunal de Bahreïn, qui les accuse d'avoir cherché à renverser le gouvernement lors des grandes manifestations de février et de mars. Bahreïn, royaume dirigée par une famille sunnite, a réprimé les manifestations en faveur d'une libéralisation, d'un arrêt des discriminations religieuses et d'une monarchie constitutionnelle. L'armée saoudienne est intervenue en renforts pour soutenir la monarchie bahreïnie et rétablir l'ordre. Parmi les 21 personnes en jugement, sept sont poursuivies par contumace. Au nombre de ceux qui sont jugés figure l'opposant chiite Hassan Mouchaïmaa, chef de l'organisation d'opposition Hak, qui avait appelé au renversement de la monarchie des Al-Khalifa. Est également jugé Ibrahim Charif, dirigeant sunnite de l'organisation laïque Waad, qui avait réclamé l'instauration d'une monarchie constitutionnelle sans aller jusqu'à demander le départ du roi. Selon des défenseurs des droits de l'homme, en vertu de la législation antiterroriste du royaume les accusés sont passibles de la peine de mort s'ils sont reconnus coupables des chefs d'inculpation les plus graves. En avril, un tribunal bahreïni a condamné quatre hommes à la peine de mort après les avoir déclarés coupables, à l'issue d'un bref procès, du meurtre de deux policiers. L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, basée à New York, a déclaré avoir reçu des informations dignes de foi selon lesquelles l'un des accusés, Abdoulhadi al Khaouadja, a été hospitalisé après avoir été passé à tabac en détention.

voltaire sharethis



Source **New Orient News (Liban)**

Les articles de cet auteur

Liban

Syrie

Femme et Islam...

L'a-t-il opprimée et soumise ? Comment voit-il la femme ?

Voyager Israël sur mesure

A la carte, Extension Jordanie Hôtels, Kibbouts, chambres d'hôtes

Annonces Google